

ACTUALITÉS

5 janvier 2017

Deux ans après Charlie, les caricaturistes sous pression

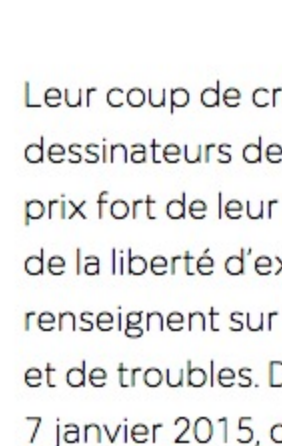
FRANCE	TUNISIE	TURQUIE	ALGÉRIE	VENEZUELA	MALAISIE
EUROPE - ASIE CENTRALE			MAGHREB - MOYEN-ORIENT		AMÉRIQUES
ASIE - PACIFIQUE					
DÉNONCIATION DES EXACTIONS			INTOLÉRANCE RELIGIEUSE		
PROTECTION DES JOURNALISTES					
PRESSIONS JUDICIAIRES		PRESSIONS ÉCONOMIQUES		IMPUNITÉ	
VIOLENCE		EMPRISONNÉS		LIBERTÉ D'EXPRESSION	



© Web Bertram/Paris/Doc, Cartooning for Peace

À la veille du deuxième anniversaire de la tuerie de Charlie Hebdo, Reporters sans frontières (RSF), et des associations de dessinateurs de presse, dont Cartooning for Peace (CFP) rendent hommage aux caricaturistes qui défendent à travers leurs dessins de presse la liberté d'information.

ORGANISATION
RSF_fr



REPORTERS SANS FRONTIÈRES
POUR LA LIBERTÉ DE L'INFORMATION

Leur coup de crayon leur vaut souvent de violentes représailles. Les dessinateurs de presse payent en effet encore trop fréquemment le prix fort de leur ironie et de leur impertinence. Véritables baromètres de la liberté d'expression, les menaces qu'ils encourrent nous renseignent sur l'état de la démocratie dans les périodes d'insécurité et de troubles. Difficile de dire si depuis l'attentat de Charlie Hebdo le 7 janvier 2015, dans lequel 12 personnes ont été tuées, les caricaturistes sont plus exposés, mais dans tous les cas, ils continuent de subir des pressions politiques, religieuses ou économiques. Censure, licenciements, menaces de mort, harcèlements judiciaires, agressions, voire dans les cas les plus graves, assassinats : les exactions se multiplient à l'encontre d'une profession clairement menacée.

« Depuis la tragédie Charlie, de nombreux caricaturistes vivent sous pression des pouvoirs politiques, religieux, économiques, mais aussi de groupes non étatiques, déclare Christophe Deloire, secrétaire général de Reporters sans frontières. L'offense à la religion sert trop souvent d'outil de censure politique. Il est fondamental de rappeler que le droit international protège les dessinateurs puisqu'il garantit l'expression et la diffusion d'informations susceptibles d'offenser, de choquer ou de déranger. »

« De nombreux dessinateurs de presse témoignent de leur combat, des pressions et des menaces qu'ils subissent, du rôle qu'ils assignent à leur travail pour éveiller les consciences, ajoute Plantu, président de Cartooning for Peace. Depuis l'attentat terroriste de Charlie, d'autres événements tragiques nous ont confortés dans la nécessité de poursuivre plus que jamais notre combat pour la liberté, qui se gagne aussi avec des crayons. »

Reporters sans frontières et des associations de dessinateurs de presse dont Cartooning for Peace dressent le portrait de caricaturistes, qui par leurs dessins, ont été licenciés, arrêtés, emprisonnés ou menacés de mort. C'est le cas de Zunar qui subit le harcèlement constant depuis des années du pouvoir malaisien, et dont le procès s'ouvre fin janvier, de Tahar Djehiche, dessinateur algérien condamné à de la prison ferme, accusé d'avoir offensé le président Bouteflika, de Musa Kart, célèbre collaborateur du journal turc *Cumhuriyet* aujourd'hui en prison, ou bien encore de Rayma Suprani, licenciée du quotidien *El Universal* pour ses dessins sur le gouvernement vénézuélien, en exil aux Etats-Unis. Parfois, le simple fait de republier une caricature peut valoir des poursuites judiciaires et la prison, comme ce fut le cas pour le blogueur tunisien Jabeur Mejri condamné en 2012 à 7 ans et demi de prison pour des publications sur Facebook.

ZUNAR (Malaisie)

Zunar est un symbole de la lutte pour la liberté d'expression en Malaisie, et le bête noir du régime. Dans ses dessins, il dénonce la corruption qui sévit dans toutes les strates institutionnelles de son pays. Emprisonné à plusieurs reprises, il fait face à un véritable lynchage gouvernemental depuis près d'une décennie : interdiction de voyager, fermeture de son site web, saisie de ses dessins, arrestations de ses assistants et soutiens, interdiction de diffusion de ses publications. En novembre 2016, le vernissage d'une exposition de Zunar a été perturbée par ses opposants. La police est intervenue, a confisqué les dessins, et fait finalement placé le dessinateur en garde à vue. Un mois plus tard, Zunar a de nouveau été arrêté alors qu'il organisait une vente de ses livres, pour compenser la perte financière liée à l'annulation de son exposition. Une enquête a été ouverte pour préjudice à la démocratie parlementaire. Il fait parallèlement face à neuf chefs d'inculpation sur la base du Sedition Act – une loi qui porte atteinte à la liberté d'expression en permettant des poursuites aisées contre les journalistes et dessinateurs, interdisant tout discours considéré comme séditieux – et risque 43 ans de prison pour avoir posté des tweets critiques – et risqué du gouvernement. Son procès a été repoussé plusieurs fois depuis plus de deux ans, et devrait commencer le 24 janvier 2017. Il a reçu le Prix Cartooning for Peace l'an dernier, saluant son courage et sa détermination.



© Zunar (Malaisie) - Cartooning for Peace

RAYMA (Venezuela)

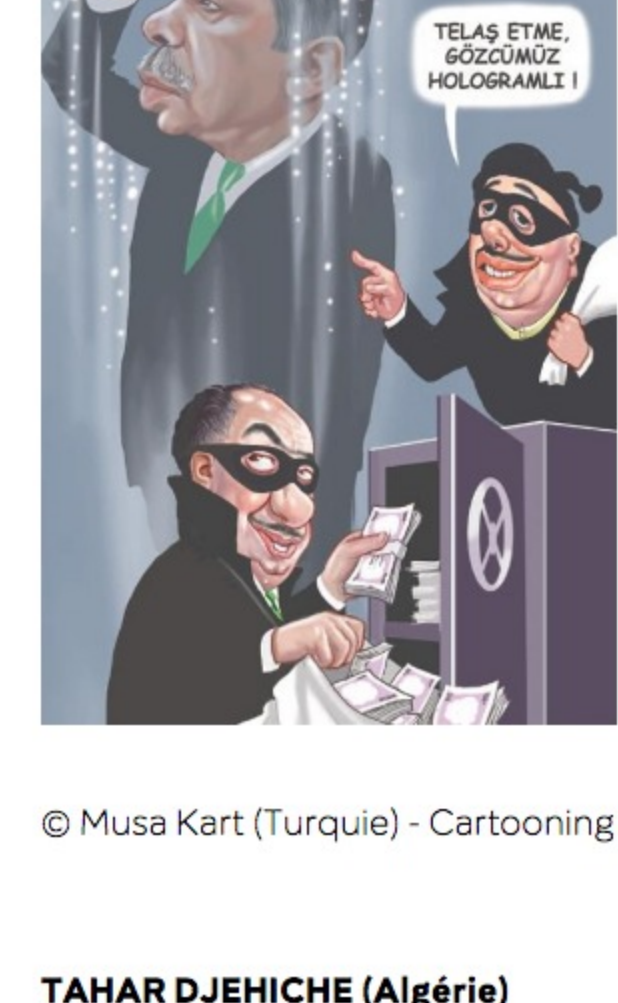
Rayma Suprani, dessinatrice vénézuélienne, dénonçait dans le quotidien *El Universal* la pauvreté, le manque de justice sociale, et critiquait ouvertement les abus de pouvoir du gouvernement chaviste. Si elle a déjà subi de nombreuses pressions et menaces, c'est en septembre 2014 qu'elle publie le dessin « de trop » : elle caricature la crise de la santé publique au Venezuela, liée au pétrodollars, en représentant un encéphalogramme plat, contenant la signature de l'ancien président Hugo Chavez – au pouvoir de 1999 à 2013. Elle est immédiatement licenciée du journal pour lequel elle travaillait depuis près de 20 ans, peu après son rachat par un propriétaire plus proche du gouvernement. Privée de son moyen de subsistance, Rayma a dû se réfugier aux Etats-Unis, où elle continue de lutter avec ses crayons pour la liberté d'expression.



© Rayma (Venezuela) - Cartooning for Peace

MUSA KART (Turquie)

Le 31 octobre 2016, lors de la vague d'arrestations ayant suivi le coup d'Etat manqué en Turquie, une dizaine de collaborateurs du principal journal d'opposition turc *Cumhuriyet* ont été arrêtés par la police. Le chef du parquet d'Istanbul a déclaré que ces personnes étaient suspectées d'avoir commis des crimes pour le compte du mouvement Gülen. Parmi eux, le rédacteur en chef Murat Sabuncu, l'avocat du journal et le dessinateur Musa Kart : « Pendant des années, j'ai essayé de transcrire ce que nous vivons dans ce pays sous la forme de caricatures, aujourd'hui il me semble que je suis resté dans l'une d'elles. (...) Quelles explications vont-ils donner au reste du monde ? Je suis emmené en garde à vue parce que j'ai fait des dessins ! ». Ce n'est pas la première fois que Musa Kart subit les foudres du régime, comme en 2014 où il avait risqué neuf ans de prison en dénonçant les liens entre Erdogan et une affaire de blanchiment d'argent. Il est aujourd'hui toujours derrière les barreaux, en attente d'une date de procès. Ses collègues se sont mobilisés à travers le monde pour lui rendre hommage en dessins, certains ayant même été publiés dans l'encart normalement réservé à Musa Kart, dans les pages de son journal *Cumhuriyet*.



© Musa Kart (Turquie) - Cartooning for Peace

TAHAR DJEHICHE (Algérie)

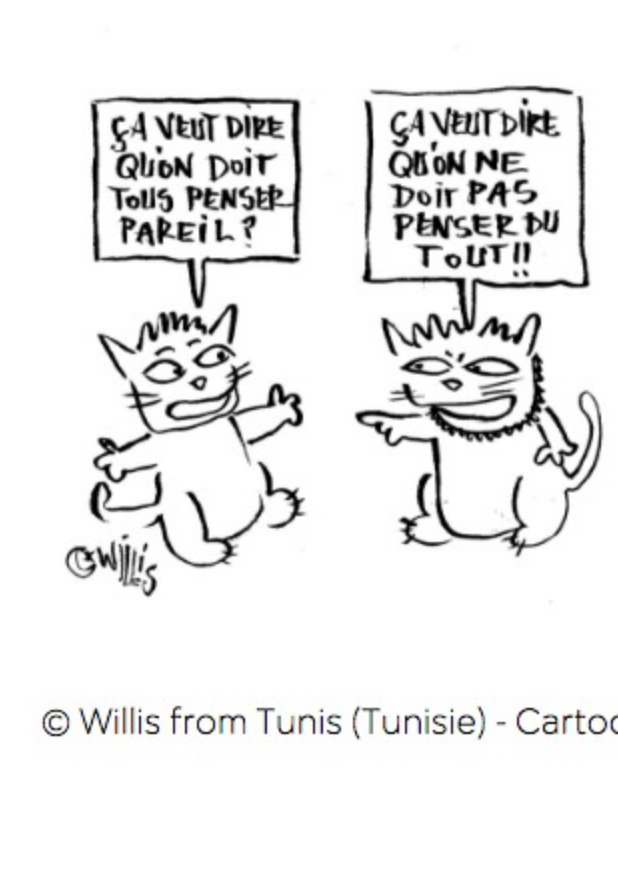
En 2015, le dessinateur algérien Tahar Djehiche publie sur les réseaux sociaux une caricature du président Abdelaziz Bouteflika, enseveli sous le sable d'In Salah, une région où la population lutte pacifiquement contre l'exploitation du gaz de schiste. Le caricaturiste dénonçait les enjeux écologiques liés à l'exploitation d'un tel gaz en Algérie. Accusé d'atteinte au président de la République et d'incitation à l'attoupelement, il est acquitté en mai, puis finalement condamné en appel à six mois de prison ferme et 500 000 dinars d'amende en novembre. Une décision absurde et incompréhensible, contre laquelle de nombreuses organisations internationales se sont élevées, d'autant que la partie ayant fait appel reste inconnue.



© Tahar Djehiche (Algérie) - Cartooning for Peace

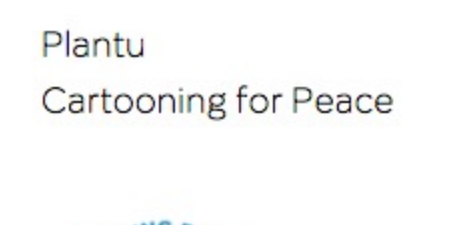
JABEUR MEJRI (Tunisie)

La justice reproche à ce jeune Tunisien la diffusion en 2012 de caricatures jugées insultantes envers l'islam, et d'écrits satiriques sur les réseaux sociaux. Dans un contexte post-révolution tendu, notamment avec tout ce qui touche au sacré, il écope de sept ans et demi de prison et de 1200 dinars d'amende pour troubles à l'ordre public, préjudices causés à des tiers et atteinte à la morale. Vivement défendu par de nombreuses organisations des droits de l'homme, le blogueur de 29 ans est considéré comme l'un des premiers prisonniers d'opinion depuis la chute du régime de Ben Ali. Après deux ans de prison, il est finalement gracié par le président Moncef Marzouki et libéré en mars 2014. De nouveau arrêté en avril, le même année, pour outrage à fonctionnaire, il bénéficie d'une seconde grâce en octobre, et quitte la Tunisie.

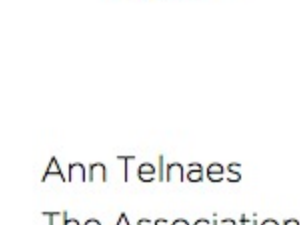


© Willis from Tunis (Tunisie) - Cartooning for Peace

Christophe Deloire
Reporters sans frontières



Plantu
Cartooning for Peace



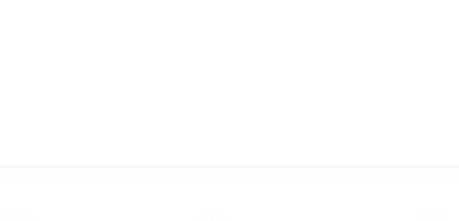
Ann Teelnes
The Association of American Editorial Cartoonists



Joel Pett
Cartoonists Rights Network International



Tjeerd Royaards
Cartoon Movement



FRANCE	TUNISIE	TURQUIE	ALGÉRIE	VENEZUELA	MALAISIE	EUROPE - ASIE CENTRALE	MAGHREB - MOYEN-ORIENT	AMÉRIQUES
ASIE - PACIFIQUE								
DÉNONCIATION DES EXACTIONS			INTOLÉRANCE RELIGIEUSE			PROTECTION DES JOURNALISTES		
PRESSIONS JUDICIAIRES		PRESSIONS ÉCONOMIQUES		IMPUNITÉ		VIOLENCE		EMPRISONNÉS
LIBERTÉ D'EXPRESSION								

J'agis en faisant connaître cette information

Suivre les actualités : **Europe - Asie centrale**

RECEVOIR LES ALERTES PAR MAIL

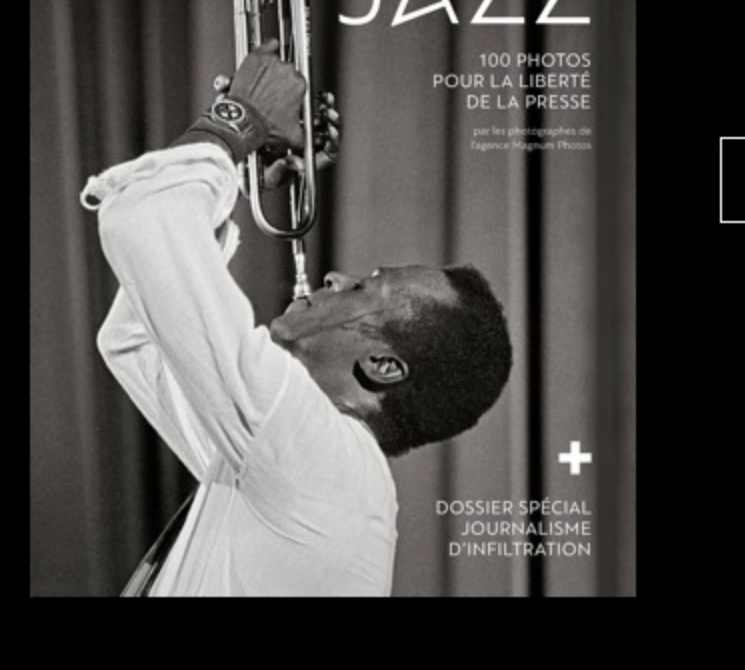
POUR ALLER PLUS LOIN

Aucune preuve, trois ans de prison: un jeune journaliste tchétchène condamné en appel
29 DÉCEMBRE 2016
EN SAVOIR PLUS →

Procès d'Aslı Erdoğan, arrestations en cascade : le journalisme étranglé en Turquie
29 DÉCEMBRE 2016

RSF demande la remise en liberté de trois blogueurs belarusses
29 DÉCEMBRE 2016

ENGAGEZ-VOUS
Achetez l'album photo



À PROPOS
Espace presse
Centre de ressources
100 héros de l'information
La galène des prédateurs
Album
Contactez-nous

ÉCOSYSTÈME RSF
RSF à 30 ans
WikiRSF
Dan
Boutique
Album
Collateral Freedom

LIENS UTILES
Mentions légales
GOU
Cispe
Plan du site